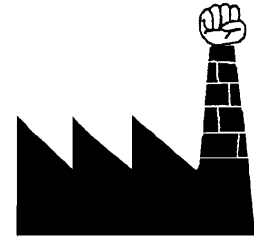


# A CONTRE COURANT

## syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



# L'Internationale

On le sait, la toute première victime de la première guerre mondiale, a été la Seconde Internationale. Fédérant entre eux les partis ouvriers du monde entier, elle s'était affirmée au début du XXème siècle comme l'instrument de résistance à toute guerre nationaliste. On sait ce qu'il advint de cette ambition lorsqu'en août 14, chacun des partis socialistes retourna sa veste pacifiste pour endosser l'uniforme de l'Union sacrée et soutenir la politique belliciste de son gouvernement. La Seconde Internationale était morte ; et, durablement enterrée avec elle, toute forme organisée d'un internationalisme résolu et cohérent. Car la IIIème (Komintern) ne fut qu'un pantin au service des intérêts étatiques de l'URSS et la IVème ne parvint jamais à mordre au-delà des cercles éclatés des organisations trotskistes.

A Seattle, Gênes et, en dépit de ses équivoques Porto-Alegre, une nouvelle conscience internationaliste a su se cristalliser et a montré sa capacité à opérer de vastes manifestations contestataires. La mondialisation du Capital, en créant les conditions d'une mondialisation de son opposition, semble se retourner contre le Capital lui-même. A travers les manifestations répétées contre la guerre en Irak, cet internationalisme affirme avec vigueur son opposition au capitalisme mondialisé. Certes, les bases de cette opposition restent fragiles et hétéroclites – composante nationaliste plus ou moins marquée dans certains Etats occidentaux ; composante religieuse majoritaire dans nombre de pays dits musulmans. Cela étant, la radicalisation des puissances dominantes conduisent à une prise de conscience collective plus nette de l'ennemi à combattre. Il y a quelques mois encore, certains prétendaient qu'il ne fallait pas se battre sur des positions anticapitalistes mais antilibérales ! C'est désormais sur des positions clairement anti-impérialistes et fortement anti-capitalistes que se rassemblent des millions de travailleurs et d'étudiants dans le monde. Et chacun découvre les traits toujours plus effrayants de la mondialisation capitaliste: militarisation de son action, nature terroriste, pratiques tortionnaires (dans les prisons militaires américaines d'Afghanistan ou de Guantanamo entre autres).

Il nous faut donc inlassablement poursuivre, au-delà de l'organisation de la mobilisation, la définition de ses bases théoriques et pratiques et défendre en son sein la position, encore minoritaire, d'une rupture avec le capitalisme. C'est cette même tâche qui nous attend dans la mobilisation restreinte au niveau national mais elle aussi décisive pour le mouvement social français, la lutte contre le démantèlement des retraites.

Dans les semaines qui viennent, il faut donc accentuer la pression – en dénonçant par exemple l'hypocrisie de la France de Chirac ou de l'Allemagne de Schröder dont la moindre des choses serait désormais qu'ils exigent de l'ONU une condamnation et des sanctions contre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne qui violent ouvertement la Charte des Nations Unies en menant en toute illégalité internationale leur guerre contre l'Irak ; il nous faut aussi préparer les mobilisations à venir, d'abord du 1er mai, mais surtout de l'anti G8 en juin prochain à Evian sur ces quelques mots d'ordre : Non à l'Anschluss de l'Irak ! Non au droit des Etats-Unis à disposer des peuples ! Pas de criminel de guerre en France ! Bush, Blair et tout le gang de leurs complices devant le Tribunal des peuples !



# De l'or noir aux idées noires

A l'heure où vous lirez ces lignes, la seconde guerre du Golfe aura déjà commencé et peut-être même déjà pris fin. Une nouvelle fois, l'Oncle Sam aura montré qu'il est décidément le plus fort : que rien ni personne ne peut s'opposer aujourd'hui à sa volonté impériale et impérialiste de soumettre le monde entier à ses intérêts – plus exactement ce qu'il estime être ses intérêts.

Mais au fait, quels sont ces derniers dans cette affaire ? Evidemment personne n'est dupe du mensonge éhonté des gouvernants américains actuels, expliquant que le régime de Saddam Hussein constituerait un danger pour la paix au Moyen Orient, voire dans le monde plus largement. Si pareil mensonge avait quelque apparence de vérité en 1990, après l'invasion du Koweït, la manière dont la coalition conduite par les Etats-Unis est venue à bout, en quelques semaines, de ce qui nous était alors présenté comme la 4<sup>e</sup> armée au monde; la manière surtout dont, alors même, une bonne partie des infrastructures du pays a été systématiquement détruite; la mise sous tutelle depuis lors du régime de Bagdad à coups d'inspections de l'ONU et de bombardements anglo-états-uniens; sans même évoquer l'usage durant plus d'une décennie par les Etats-Unis, avec la complicité de l'ONU, donc des autres puissances occidentales, de l'arme de la faim, équivalant à un génocide rampant à l'encontre de la population civile irakienne; tout cela ruine la crédibilité des déclarations de Bush et de Blair sur la menace que représenterait le régime baasiste. Crédibilité que, soi-dit en passant, ni Chirac ni Schröder n'ont contesté, se contentant de discuter des modalités selon lesquelles il conviendrait de faire face à cette supposée menace. Au demeurant, s'il fallait livrer une guerre préventive à tous les Etats disposant d'armes de destruction massive et ayant fait la preuve par le passé de leur détermination à s'en servir, les Etats-Unis d'Amérique figureraient de très loin en tête de liste.

## Géopolitique du pétrole

La cause est en fait entendue de tout le monde: c'est en fait pour *le pétrole* que les GI s'approprient à envahir et occuper l'Irak et renverser Saddam Hussein. C'est que, avec des réserves actuellement prouvées de 112 milliards de barils, le sous-sol de l'Irak constitue la deuxième plus importante zone pétrolière au monde après celui de l'Arabie Saoudite (262 milliards de barils de réserves prouvées)<sup>1</sup>. Mais, selon certains experts, les réserves irakiennes pourraient, en fait, être bien plus impor-

tautes encore, peut-être même plus importantes que les réserves saoudiennes, dans la mesure où, depuis plus de dix ans que dure l'embargo décrété par l'ONU, de vastes zones irakiennes potentiellement pétrolières ne sont plus explorées. Un pareil scandale géologique ne pouvait durer davantage; l'équipe Bush a entrepris de le faire cesser.

C'est que le pétrole constitue toujours, à l'heure actuelle, et il continuera à constituer dans les prochaines décennies, en dépit de sa raréfaction tendancielle sur laquelle je vais revenir, la principale source d'énergie nécessaire au fonctionnement de l'économie capitaliste mondiale et, par conséquent, de la prospérité des Etats centraux, à commencer par les Etats-Unis d'Amérique. La consommation mondiale actuelle s'élève à 75 millions de barils par jour; et on estime qu'elle passera à près de 90 millions d'ici 2010 et à près de 120 millions vers 2030, au fur et à mesure où certains Etats semi-périphériques (Mexique, Brésil, Inde, Chine, Etats sud-est-asiatiques) développeront pleinement les programmes d'industrialisation dans lesquels ils se sont déjà lancés.

Or, de tous les Etats centraux, les USA sont les plus gros consommateurs de pétrole: ils englobent à eux seuls le quart de la production mondiale. De plus, alors qu'ils ont compté parmi les principaux producteurs de pétrole depuis les débuts de l'exploitation de cette source d'énergie dans les années 1860 (ils en produisent toujours près de 8 millions de barils par jour), leurs réserves (essentiellement texanes) sont en cours d'épuisement: au rythme actuel d'extraction, il n'en restera rien d'ici une dizaine d'années ! Ce qui signifie une dépendance croissante des Etats-Unis à l'égard de leurs importations de pétrole: alors que ces dernières ne couvraient que 30 % de leur consommation en 1972, à la veille du premier « choc pétrolier », elles en couvrent désormais 55 %; et, selon les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), elles devraient représenter au moins 70 % de la consommation états-unienne d'ici vingt ans, à condition que se réalisent les prévisions d'exploitation et de découverte de pétrole *offshore* et en Alaska. Autrement dit, le contrôle par les Etats-Unis, tout comme par les autres Etats centraux, de leur source d'approvisionnement extérieur en pétrole, par conséquent aussi bien des principaux territoires pétrolières de par le monde que du prix du pétrole brut sur le marché mondial, a vu son caractère stratégique traditionnel s'accroître au cours des

deux dernières décennies; et tout laisse à penser que cette tendance ne fera que se renforcer dans les prochaines décennies.

En témoignent d'autres orientations majeures de la politique extérieure états-unienne de ces dernières années, à l'égard du Moyen Orient et, plus largement, du vaste triangle allant de la Mer Caspienne à l'Asie centrale au nord et plongeant sa pointe jusqu'à l'extrémité de la péninsule arabique au sud. Car c'est ce triangle qui renferme les 4/5 des réserves actuellement connues au monde de pétrole et de gaz naturel: il mériterait parfaitement qu'on l'appelât *le triangle de l'or noir*. Un triangle dont le centre de gravité n'est autre que l'Irak...

Ainsi s'expliquent l'empressement des gouvernants et des pétroliers américains et les moyens financiers qu'ils ont mis en œuvre, à partir de la dislocation de l'Union soviétique, pour prendre pied autour de la Mer Caspienne (notamment en Azerbaïdjan, au Turkménistan et au Kazakhstan), de manière à s'approprier une partie de la production de ces Etats nouvellement indépendants et désireux de s'émanciper de la tutelle des compagnies russes, en profitant de la désorganisation de ces dernières liées à leur privatisation: l'ouverture à l'automne dernier d'un pipe-line acheminant le pétrole de Bakou vers le port turc de Ceyhan, sans passer par le territoire russe, a commencé à concrétiser ce projet. L'intervention états-unienne en Afghanistan, sous couvert de lutte contre « *le terrorisme* » de l'organisation Al Qaeda et le régime des taliban censé la protéger, qui aura permis à Washington de prendre pied en Asie centrale, sur le flanc sud de la Russie, n'était pas non plus exempte d'arrière-pensées de cet ordre, puisqu'elle a permis de remettre en selle le projet d'un gazoduc censé acheminer le gaz naturel turkmène vers l'Océan indien, via l'Afghanistan et le Pakistan; projet qui devrait aboutir dans quatre ans.

En ce sens, l'actuelle opération états-unienne en Irak devrait compléter et parachever le contrôle par Washington de tout ce fameux triangle sud-ouest asiatique. Une fois celle-ci achevée, les troupes américaines le quadrilleront entièrement: ils en contrôleront le centre comme ils en contrôlent déjà une bonne partie de la périphérie, grâce aux bases permanentes établies dans le Golfe depuis la première guerre du Golfe en 1990-1991 (dans le cadre de l'opération « *Tempête du désert* »); à celles installées en Afghanistan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan mais aussi en Georgie en 2001-2002 dans le cadre de l'opération

«Justice sans limites» (!!); sans oublier celles dont ils disposent depuis « la guerre froide » en Turquie (dont le caractère stratégique en tant qu'allié s'est accru à la faveur de la présente crise et opération). En somme, ils ne manquaient plus que l'occupation de l'Irak pour compléter le dispositif états-unien de contrôle du pays de l'or noir<sup>2</sup>.

Mais alors, que ne l'ont-ils déjà fait en 1991 ? Pourquoi les Etats-Unis (et leurs alliés occidentaux) n'ont-ils pas envahi l'Irak à ce moment-là, comme ils en avaient parfaitement la possibilité et les moyens ? Outre des aspects proprement diplomatiques, tout à fait secondaires, deux raisons essentielles peuvent expliquer que leur apparaissent aujourd'hui nécessaire ce qui leur est apparu alors superflu.

La première est indirectement liée aux attentats du 11 septembre. Les ramifications de l'organisation d'Oussama Ben Laden ont fait découvrir aux dirigeants de Washington le double jeu de leur soi-disant allié saoudien; plus largement la fragilité de cette alliance comme du régime avec laquelle elle est passée. C'est que l'hostilité à l'égard des Etats-Unis d'une partie du clan dirigeant saoudien, comme plus largement d'une partie de la société saoudienne, s'est renforcée au cours de la décennie écoulée, tant du fait de la présence des troupes états-uniennes sur leur sol; que de l'appui inconditionnel des Etats-Unis à une politique israélienne dont la violence n'a eu d'égal que le cynisme dans son traitement du conflit qui l'oppose aux Palestiniens. Les dirigeants états-uniens ont compris qu'il serait prudent de ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier ou, plus exactement, de ne pas puiser tous leurs barils dans le même puits: de ne pas compter prioritairement sur l'Arabie Saoudite et son poids prépondérant dans l'OPEP pour leur approvisionnement en pétrole à bon marché; qu'il serait prudent en somme de s'assurer la mainmise sur la seconde réserve mondiale pour ne pas dépendre, le cas échéant, du bon ou mauvais vouloir du détenteur de la première réserve mondiale.

La seconde raison du revirement de la politique états-unienne à l'égard de la question de l'occupation de l'Irak tient à l'actuelle équipe dirigeante états-unienne, dont les liens avec les milieux pétroliers texans sont connus de tous; et qui défendent et représentent directement les intérêts des grandes compagnies pétrolières américaines et, bien

au-delà d'elles, du mode de développement capitaliste fondé sur le pétrole<sup>3</sup>. Une équipe qui, de ce fait, procède d'un véritable *fétichisme de l'or noir*, qui n'a rien à envier au fétichisme de l'or tout court, que ce soit quant à la radicalité et la cruauté des moyens qu'ils sont prêts à mettre en œuvre pour se l'approprier; ou quant à la profondeur de leur aveuglement à propos du manque d'avenir du pétrole. C'est sur ce point que je voudrais m'arrêter maintenant.



Voir page  
"Rencontres et lectures"

### Une guerre anachronique...

Que le pétrole n'ait pas d'avenir, ce devrait être l'évidence même. Mais c'est précisément à cette évidence que l'administration Bush et, au-delà d'elle, une bonne partie de la société nord-américaine sont aveugles.

Le pétrole est condamné, en premier lieu, parce que sa consommation est responsable de l'aggravation de l'effet de serre qui menace de bouleverser, dans les prochaines décennies, toutes les données climatiques planétaires. Le rejet dans l'atmosphère de dioxyde de carbone (gaz carbonique), provoqué par la combustion de tout hydrocarbure, constitue en effet la principale cause de cette aggravation. Mais c'est aussi tout simplement ce que l'administration états-unienne actuelle nie. Plus exactement, elle oscille entre la négation de la *réalité* même de l'accentuation de l'effet de serre et du réchauffement consécutif de la planète; et la négation des effets potentiellement catastrophiques d'un pareil réchauffement. C'est pourquoi, parmi les premières mesures prises par l'administration Bush au printemps 2001, à peine installée aux affaires, fi-

gure la dénonciation des engagements états-uniens antérieurs en matière de limitation des rejets de gaz à effet de serre, pris dans le cadre des conventions de Rio (1992) et Kyoto (1997); après que l'administration de Bush père avait fait tout son possible pour réduire ses engagements et en pervertir profondément la nature, en instituant le désastreux marché des droits à polluer. Etant donné que, selon elle, il n'y aurait pas d'accentuation de l'effet de serre; ou qu'au pire une pareille accentuation ne présenterait pas d'effets catastrophiques sur le climat, voire des effets bénéfiques, l'actuelle administration états-unienne tourne résolument le dos à la préparation de l'après-pétrole. Et cela bien que la quasi-totalité des experts en climatologie soient d'un avis exactement contraire.

La préparation de l'après-pétrole est pourtant d'autant plus nécessaire que l'or noir se trouve condamné pour une deuxième raison, que l'administration Bush devrait en principe encore moins ignorer que la précédente. C'est que le pétrole est tout simplement voué à s'épuiser très rapidement. Au rythme de consommation actuel, les réserves mondiales prouvées (10 500 milliards de barils) seront épuisées d'ici à peine une quarantaine d'années ! Certes on

peut compter sur le fait que d'ici là, on aura découvert encore d'autres réserves (de pétrole ou de gaz naturel), actuellement inconnues; mais comme, simultanément, ainsi que je l'ai indiqué au début de mon article, la consommation ira elle aussi en augmentant, l'un compensera sans aucun doute l'autre. Si bien que le monde peut être assuré de se retrouver, dans le cours des trois prochaines décennies, devant une crise pétrolière de très grande ampleur, au regard de laquelle les « *chocs pétroliers* » antérieurs feront rétrospectivement figure de simples avertissements sans frais, dont personne (ou presque) n'aura cependant tenu compte. Crise qui s'accompagnera d'une hausse continue du prix du brut, au fur et à mesure que les réserves de pétrole s'épuiseront; et que son coût de production ira croissant, parce que les conditions d'extraction en seront de plus en plus défavorables et difficiles. Si bien qu'on peut raisonnablement prévoir qu'il faudra renoncer au pétrole pour des raisons économiques (de coût de production et de prix de marché) bien avant qu'il ne sera nécessaire d'y renoncer pour des raisons physiques (d'épuisement des gisements). C'est d'ailleurs

ce qui s'est produit dans le cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle avec le charbon... au profit du pétrole précisé-ment.

Ce sont là des données parfaitement connues de tous, des dirigeants des grandes compagnies pétrolières (dont certaines, comme la compagnie britannique BP, préparent déjà leur reconversion dans l'après-pétrole) comme des dirigeants des principaux Etats centraux – sauf semble-t-il des actuels dirigeants américains. Comment expliquer alors leur aveuglement sur ce point, qui n'est pas de moindre importance quant à l'avenir de la domination états-unienne sur le monde ?

Leur volonté de s'assurer un contrôle à peu près absolu de la plus grande part des réserves actuellement connues de pétrole pourrait s'expliquer comme étape et élément d'une stratégie visant à conserver la maîtrise de ce qui restera, en tout état de cause, la principale source d'énergie dans les prochaines décennies, en attendant sa relève par d'autres sources d'énergie. En somme, il s'agirait pour les dirigeants des Etats-Unis d'assurer ceux-ci d'un avantage décisif sur leurs concurrents ouest-européens, sud-est-asiatiques ou autres, en maîtrisant le principal élément qui décidera de la transition du pétrole vers l'après-pétrole. La mainmise actuelle sur l'or noir serait une manière pour les Etats-Unis de perpétuer leur hégémonie sur les concurrents les plus directs, comme plus largement leur domination sur le reste du monde.

Mais on ne pourrait faire crédit d'une pareille stratégie aux actuels dirigeants états-uniens que s'ils préparaient par ailleurs l'entrée dans l'après-pétrole: d'une part, par une ambitieuse politique d'économies d'énergie, impliquant de bouleverser la plupart des manières de produire et de consommer en cours aujourd'hui aux Etats-Unis, comme plus largement dans les Etats centraux; d'autre part, par des investissements massifs dans les infrastructures nécessaires au développement de sources alternatives d'énergie (centrales nucléaires<sup>4</sup>, centrales solaires, champs d'éoliennes terrestres et *offshore*, filière biomasse, etc.) Or rien de tel ne figure parmi les mesures actuelles prises par ces dirigeants; et rien de tel ne figure parmi leurs projets annoncés. La seule source d'énergie sur laquelle ils parient pour demain comme pour aujourd'hui, c'est le pétrole !<sup>5</sup>

Sur les raisons d'un pareil aveuglement, j'avoue n'avoir que peu d'éléments d'explication, en dehors du fétichisme de l'or noir que j'évoquais plus haut. Ce fétichisme, les liens étroits de l'équipe Bush avec les pétroliers texans l'expliquent en partie. Plus fondamentalement sans doute faut-il invoquer l'incapacité de toute une société, qui a fait du

gaspillage quotidien d'énergie la mesure de même de son excellence et de sa supériorité sur le reste du monde, à imaginer que non seulement le moyen sur lequel a reposé jusqu'à présent son non-économie est voué à disparaître; mais qu'elle va être contrainte d'entrer enfin dans le règne de la véritable économie, celle de la valeur d'usage, synonyme d'une certaine frugalité dans l'usage des richesses naturelles, comme de prévention et de précaution dans la



gestion des équilibres écologiques planétaires.

Quoi qu'il en soit, parier sur le tout pétrole à l'heure où s'annonce, à l'horizon d'une génération, l'après-pétrole que l'on n'a déjà par trop tardé à préparer; qui plus est, faire la guerre pour s'approprier ce qui reste de pétrole, cela me fait penser à ce qu'aurait été le comportement d'une tribu néolithique qui, à l'aube de la métallurgie, alors que commençaient à se produire les premiers outils et armes de cuivre et de bronze, aurait entrepris de faire la conquête guerrière de nouvelles carrières de silex, pour être assurée de pouvoir continuer à pouvoir produire des couteaux et des haches en pierre !

### ... promise à un sinistre avenir

Certaines conséquences désastreuses de cette nouvelle guerre conduite par les Etats-Unis sont malheureusement aisément prévisibles et sont déjà perceptibles sur le terrain. D'autres, heureusement moins certaines mais bien plus terribles encore si elles venaient à se réaliser, se laissent cependant déduire de l'analyse qui précède.

Les populations civiles irakiennes vont évidemment compter parmi les toutes premières victimes d'opérations militaires dont les « *frappes chirurgicales* » contre les cibles réputées militaires compteront leur lot habituel de « *dégâts collatéraux* ». Venant après les destruc-

tions dues à la précédente guerre et aux effets d'un embargo de plus de dix ans, cette nouvelle guerre va fournir un champ d'exercice supplémentaire aux organisations humanitaires internationales.

Au-delà, c'est toute la géopolitique de la région qui va se trouver bouleversée par l'invasion et l'occupation prolongée de l'Irak et l'installation à Bagdad d'un régime fantoche à la solde des Etats-Unis. Il faut craindre, en premier lieu, que le gouvernement Sharon ne trouve là l'occasion qu'il attend de procéder à une expulsion massive de Palestiniens vers ses voisins arabes, la Jordanie et le Liban notamment.

On peut aussi parier, en second lieu, sur le fait que le renversement du régime de Saddam Hussein, l'occupation américaine, la participation turque à l'opération ne relancent l'indépendantisme kurde en Irak mais aussi en Turquie; d'autant plus que le Kurdistan irakien est l'une des deux principales régions pétrolifères du pays. L'irrédundance des chiites au sud du pays, dans la seconde région pétrolière, tournés vers l'Iran, pourrait lui aussi trouver l'occasion de se réveiller. Tout cela promet à l'occupation américaine d'être rien moins qu'une sinécure; et, sans évoquer le spectre d'un nouveau Vietnam, on peut être assuré que cette guerre se prolongera par de nombreuses, longues et coûteuses « *opérations de pacification* »; comme celles dans lesquels les troupes états-uniennes continuent à être engagées en Afghanistan. Avec là encore leur lot de désastre pour les populations locales.

L'ensemble de ces conséquences, ou même seulement une partie d'entre elles, risque de porter le ressentiment anti-*yankee* à un point explosif dans bon nombre d'Etats arabes de la région. De quoi alimenter les réseaux islamistes en candidats aux actions désespérées; l'équipe Bush a d'ores et déjà intérêt à numéroter ses tours ! Mais ce ressentiment pourrait aussi se retourner contre les dirigeants actuels de certains de ses Etats, accusés d'être alliés des Etats-Unis ou tout simplement de ne pas s'opposer à eux avec suffisamment de détermination. Dans ce cas, les premiers régimes visés seraient sans doute ceux du Caire et de Ryad. Autrement dit, l'accentuation de la mainmise états-unienne sur le Proche et le Moyen Orient conduira sans aucun doute à aggraver l'instabilité politique dans toute la région.

Il est enfin une ultime conséquence que l'on peut tirer de l'analyse précédente. Le cynisme dont a fait preuve l'administration Bush dans la préparation de cette opération, la violence des moyens qu'elles n'a pas hé-

sité à mettre en œuvre, son aveu-  
 glement imbécile à l'égard du man-  
 que d'avenir du pétrole qui confine  
 à un véritable déni de la réalité,  
 tout cela laisse clairement suppo-  
 ser que cette administration et que  
 la coalition d'intérêts qu'elle repré-  
 sente, qui dépasse de loin ceux  
 des seules compagnies pétrolières  
 nord-américaines, sont littérale-  
 ment prêtes à tout pour parvenir à  
 leurs fins. Cette opération et les  
 discours qui l'ont accompagnée et  
 justifiée sont aussi un message en-  
 voyé à *tout le monde* qui peut se  
 résumer en substance en ces ter-  
 mes: « nous sommes prêts à faire  
 la guerre à tous ceux qui s'oppo-  
 sent, d'une manière ou d'une autre,  
 à nos intérêts, c'est-à-dire tout d'a-  
 bord à notre volonté de nous assu-  
 rer un approvisionnement sûr en  
 pétrole à bon marché à la hauteur  
 de nos besoins ».



**priorité pour la sécurité nationale des Etats-Unis et le développement en Afrique**", rédigé sur l'initiative de représentants des principales compagnies pétrolières états-uniennes, a été présenté au Congrès en juin 2002. Il concluait notamment qu'à l'horizon 2015, il conviendrait de porter à 25 % la part du brut importé en provenance du continent africain ! Conséquence: Washington projette d'installer une base militaire sur l'archipel de Sao Tomé et Príncipe, dans le golfe de Guinée, en face du Nigeria, le principal Etat africain producteur de pétrole.

Bref, on va bientôt être sûr de trouver, à l'ombre de tout derrick, un bataillon de GI !

<sup>3</sup> George W. Bush s'est lancé - avec plus ou moins de succès - dans les affaires pétrolières en 1970, avec différentes sociétés d'exploration ou de distribution comme Arbusto et Spectrum 7. Son père a été membre du conseil d'administration de Halliburton, le premier groupe mondial de fourniture de services dans le secteur des hydrocarbures. L'actuel vice-président Dick Cheney a été lui-même PDG de Halliburton. La conseillère nationale de Sécurité de George W. Bush, Condoleezza Rice, a été durant une décennie membre du conseil d'administration de Chevron. Pour célébrer la nomination de Mme Rice à la Maison-Blanche, Chevron a baptisé l'un de ses super-pétroliers Condoleezza...

<sup>4</sup> Non pas que je sois partisan du nucléaire, bien au contraire. Mais j'imagine mal que des dirigeants actuels tournent complètement le dos à cette technologie dangereuse et désastreuse, à laquelle la crise pétrolière à venir risque malheureusement de donner une nouvelle légitimité.

<sup>5</sup> A telle enseigne que certains éléments de la classe capitaliste états-unienne s'en émeuvent. C'est ce que signale Hervé Kempf dans Le Monde du 21 février 2003, en se référant à un dossier publié par l'hebdomadaire des milieux d'affaires états-uniens Businessweek présentant une politique énergétique alternative de celle de l'administration Bush, en critiquant les choix effectués par cette dernière en la matière.

A tous, y compris leurs alliés, ou plutôt ex-alliés, les Européens. Autrement dit, je pense qu'il faut prendre très au sérieux l'actuel désaccord entre Etats-Unis d'une part, France et Allemagne d'autre part. Il ne porte pas seulement sur les modalités de résolution d'un conflit international. Il témoigne, d'une part, du relâchement de l'alliance politico-militaire nouée (ou renouvelée) aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale entre les principaux Etats capitalistes occidentaux face à la menace soviétique; l'écroulement de l'URSS ayant depuis dix ans vidé cette alliance de tout contenu.

Il témoigne, d'autre part, de l'exacerbation de la concurrence entre ces deux pôles rivaux de l'accumulation capitaliste mondiale que sont les Etats-Unis et une Europe de l'Ouest qui a su réaliser son unité économique et monétaire et qui s'avance, cahin-caha, sur la voie de son unité politique; tout en s'élargissant vers l'Est - dessinant ainsi un espace potentiel de plus de 500 millions de producteurs et de consommateurs, plus vaste que celui que les Etats-Unis sont en train de rassembler autour d'eux dans le cadre de l'ALENA. Exacerbation dont la multiplication des conflits commerciaux entre Etats-Unis et Union Européenne, dans le cours de la dernière décennie, a été le signe le plus net; et que le renforcement prévisible de l'euro comme moyen de paiement international et moyen de réserve va accroître dans les prochaines années, en détournant à son profit une partie de l'épargne mondiale dont les Etats-Unis, qui continuent à vivre au dessus de leurs moyens, auront un besoin de plus en plus pressant.

Mais surtout, ce désaccord témoigne de la divergence croissante d'intérêts entre ces deux pôles transatlantiques, notamment sur la question de l'après-

pétrole. Alors que les dirigeants états-uniens n'ont pas pris la mesure de la nécessité et de l'urgence de préparer l'après-pétrole, les Européens sont déjà entrés, bien que tardivement et encore insuffisamment, dans cette voie. Tout le problème étant de savoir si la relève du pétrole sera assurée par le nucléaire (option française); ou par le solaire sous ces différentes formes (option allemande, mais aussi italienne, espagnole, etc.).

Je crains que, rétrospectivement, cette seconde crise et guerre du Golfe ne nous apparaisse, dans quelques années, comme le premier épisode d'une dérive polémique entre Etats-Unis et Europe. Dérive qui pourrait déboucher sur ce qui était encore proprement invraisemblable il y a quelques années mais qui me semble s'inscrire désormais dans l'ordre du possible (pour l'instant heureusement hautement improbable): une sévère confrontation entre ces deux pôles capitalistes, pouvant aller jusqu'à l'affrontement militaire entre eux.

**Alain Bihl**  
 Le 22 février 2003

<sup>1</sup> Toutes les données chiffrées figurant dans cet article proviennent du site de l'Agence internationale de l'énergie: [www.aie.org](http://www.aie.org). On pourra aussi consulter le site du Département d'Etat états-unien à l'énergie: [www.eia.doe.gov](http://www.eia.doe.gov).

<sup>2</sup> Le triangle de l'or noir n'est d'ailleurs pas la seule région du monde qui excite l'attention et l'intérêt de l'actuelle administration américaine. L'Afrique aussi est en passe de partager avec le Moyen Orient ce triste privilège. Un rapport intitulé "Le pétrole africain: une

# Révolte et espoir...

**Un article de plus sur la colonisation de la Palestine par Israël, qu'on appelle faussement un conflit ou une guerre israélo-palestinienne? NON! Je ne me sens pas capable de mettre par écrit les émotions, le désespoir et la révolte que j'ai ramenés de mes deux séjours dans un pays qui me tient aux tripes. Je me contenterai donc d'une compilation dédiée à mes amis palestiniens blessés, torturés, humiliés et niés dans leur existence même; mais aussi à mes amis d'Israël, Taayush, Les Femmes en noir, organisations où se rencontrent Israéliens et Palestiniens, Gush Shalom, qui luttent avec opiniâtreté, et non sans danger, pour l'égalité des droits et pour la paix.**

## **L'armée: de l'indicible à l'espoir.**

Le 12 décembre, lors des funérailles d'un adolescent tué la veille, les soldats ont ouvert le feu et tué Nada Madi, 11 ans, qui regardait à la fenêtre.

Mahed Abu Dahrouj, 19 ans, a été mortellement atteint à la tête par des tirs de mitrailleuses de char israélien dans le camp de réfugiés de Jabalaya, au nord de Gaza, alors que des bulldozers israéliens aplanissaient des terres palestiniennes cultivées.

Alors qu'il jouait dehors avec son frère de 5 ans, Ali Ghreiz, 6 ans, a été tué le 26-01-03 par un tir de char à Rafah. Son frère a été blessé par un éclat d'obus.

Fatma Al Najar, de Khan Younès, a été hospitalisée parce qu'après l'avoir battue, une soldate israélienne l'a forcée à boire une bouteille de liquide utilisé dans la fabrication des bateaux qu'elle rapportait à son mari pêcheur. Après être tombée dans le coma, elle est encore en traitement à l'hôpital de Rafah.

Mahmoud Ghayata, 14 ans, de Nahalin, près de Bethléem, a été arrêté chez lui dans la nuit, conduit dans la cour de l'école où 6 soldats israéliens l'ont frappé à coups de crosses et de bottes, lui infligeant de multiples fractures, jusqu'à ce qu'il perde connaissance. Jeté, couvert de sang aux abords du village, il a été transporté à l'hôpital où il est encore sous surveillance médicale.

Ce mois de février, des soldats israéliens ont mutilé à la hache et au couteau le corps d'au moins 2 palestiniens tués par les troupes israéliennes au cours d'une incursion de l'armée au nord de Gaza.

Au 19 février, massacre à Gaza: 100 chars et véhicules blindés couverts par des hélicoptères ont détruit plusieurs ateliers, visé au hasard de nombreux immeubles qui se sont parfois écroulés sur leurs habitants, ouvert le feu sur les ambulances: 11 tués, 180 blessés. Attaques continues et meurtrières sur Naplouse: la ville est sous couvre-feu, les quartiers séculaires sont saccagés, les soldats font exploser les maisons. Des centaines de jeunes ont été retenus dans des cours d'école. 2 morts, 12 blessés. Et cela continue quotidiennement. Deir Al Balah: une famille de 15 personnes sans refuge après démolition de leur maison par tank et bulldozer. Tulkarem: les forces spéciales déguisées en civils, mais suivies par 3 jeeps blindées tirent au hasard dans un marché aux légumes.

Au 3 mars 2003, le nombre de personnes tuées depuis le début de l'intifada s'élève à 3011, dont 2260 Palestiniens et 695 Israéliens.

**Selon l'Autorité Palestinienne, cette escalade dans la violence de l'armée vise à torpiller la réunion du Comité Central de l'OLP, et à retarder l'élection d'un premier ministre palestinien.**

## **Pour la justice et l'égalité des droits**

Pourtant, en Israël, les mouvements pour la justice et l'égalité des droits font de plus en plus fort entendre leurs voix. Le mouvement des Refuzniks s'accroît. Les refuzniks refusent d'aller servir dans les territoires occupés, parce qu'ils ne veulent pas être complices ou auteurs de crimes de guerre ni de violation des droits de l'Homme. Ils passent en prison leur temps annuel de réserve militaire. Mais ils sont prêts à défendre leur pays en cas d'attaque extérieure. Les objecteurs de conscience se révèlent de plus en plus nombreux. Pour eux, bien sûr la prison est plus longue et plus dure. Le nombre des refuzniks et des objecteurs doit aujourd'hui approcher les 600. Ce qui paraît peu, mais est important dans une société militarisée à outrance et où, dès le plus jeune âge, on est préparé à devenir soldat.

Ce témoignage d'un soldat israélien, publié dans "PALESTINE NEWS BULLETIN", est une importante preuve de la prise de conscience de certains appelés. C'est lui qui me fait parler d'espoir:

Les faits se sont passés au barrage situé à l'extrémité sud de Goush Katif, qui "contrôle" le passage des villageois de la zone B et celui des habitants du

territoire de Rafah, en zone A. Le barrage était fermé à tout passage aux alentours de 7h du soir et ne rouvrait que le lendemain matin. "...Ça s'est passé un soir, après la fermeture du barrage, alors que nous n'étions que 2 au poste, à ce moment de la journée où la dernière lumière du crépuscule disparaît et que l'obscurité prend possession de l'espace. Nous avons entendu un drôle de murmure, puis, tout à coup, nous avons vu un enfant d'une dizaine d'années venant en courant de Rafah et commençant à passer le barrage. Et il pleurait. Il courait et pleurait, avec de forts sanglots, et son visage était baigné de larmes. C'était une course panique et les pleurs étaient des pleurs de frayeur. C'est la seule fois qu'il nous est arrivé quelque chose comme ça. Nous devions penser et agir vite, mais il ne nous est pas venu à l'esprit d'exécuter ce que nous sommes censés faire selon les instructions, c'est à dire crier: "Halte! Halte! Identité!", armer le fusil, et si on ne s'arrête pas, alors tirer en l'air et peut-être aussi plus que ça. L'enfant ne traînait rien avec lui si bien que nous ne craignons pas qu'il fût envoyé pour déposer une charge explosive. Nous avons compris que ce dont l'enfant avait tellement peur, c'était nous-les soldats. Apparemment, il avait été retenu pour une raison ou une autre à Rafah jusqu'à une heure tardive - peut-être n'avait-il pas fait attention à l'heure jusqu'à ce qu'il soit trop tard, peut-être ne savait-il pas à quelle heure le barrage fermait - et il ne pouvait pas rester seul dans la ville. Il devait rentrer chez lui au village. Entre nous, nous avons décidé de laisser l'enfant continuer... J'ai essayé de lui parler au moment où sa course le faisait passer devant nous, et il a ralenti et tourné la tête vers moi-et alors j'ai vu dans ses yeux, au milieu de son visage baigné de larmes, combien il avait peur de nous, les soldats. J'ai compris qu'il n'y avait aucun espoir qu'il saisisse quoi que ce soit de ce que j'essaierais de lui expliquer, et je me suis tu, et il a continué à courir jusqu'à ce qu'il disparaisse de notre vue... Nous n'avons pas agi selon les instructions qui nous avaient données, mais je me sens entier avec ce que nous avons fait... Il y a clairement des ordres sur lesquels on n'a pas besoin de voir flotter de drapeau noir ou un arrêt de la Cour Suprême pour qu'il soit permis de ne pas les exécuter: il suffit qu'ils heurtent l'intelligence et transpercent le cœur". A travers le regard terrifié de ce petit enfant, "j'ai compris comment il me voyait: pas comme quelqu'un avec qui il est possible de communiquer... mais comme un instrument meurtrier qui peut, d'une pression du doigt, le

tuer; pas comme un être humain mais comme un élément de tout un système qui rend sa vie amère. Il ne voit pas mon visage, mais un uniforme, un casque, une arme et la mitrailleuse placée, armée et chargée, sur le tas de sac de sable qui me cache presque entièrement. Sans doute cet enfant voit-il ainsi tous les soldats israéliens. Est-ce ainsi encore qu'il voit tous les Juifs?...Le maintien de la situation existante anéantit les espoirs de paix qui restent et renforce les barrières de la peur, de l'aliénation et de la haine. Nous ne pourrions vivre côte à côte que si nous nous rencontrons ailleurs qu'à des barrages d'asphalte et de béton, et que si nous, les forts, sommes fermement décidés à laisser tomber nos déguisements répugnants de tenues kakis et de visages durs et insensibles, et à montrer à nos voisins le beau côté qui est en nous, le côté chouette."

Le gouvernement israélien commet en Palestine les plus graves crimes contre l'Humanité, mais il n'hésite pas à détruire le futur de sa propre jeunesse: quel avenir pour déjà plus de 120 soldats israéliens traités en psychiatrie pour "le syndrome de l'Intifada"? Souffrant de crise psychologique profonde suite aux horreurs qu'ils ont commises, ils se réfugient dans la drogue, la folie ou le suicide. Sharon et ses acolytes n'en ont cure.

## Une alternative existe

Nous manifestons et pétitionnons la plupart du temps sur le thème de 2 Etats dans des frontières sûres et reconnues.

Est-ce vraiment la seule et la bonne solution? Une autre alternative existe, et pas si utopiste qu'on veut bien nous le faire croire: c'est l'Etat binational.

En janvier 2001, ACC publiait un texte intitulé "**Sortir le conflit israélo-palestinien de la logique de l'impossible compromis territorial**". Destiné à un appel commun à un maximum d'organisations, il n'eut pas d'écho et tomba dans l'oubli, sans doute jugé trop utopique et à contre courant des idées nationalistes qui nous imprègnent, parfois à notre insu. En voici quelques extraits :

"Nous sommes quelques uns à ne plus croire en un tel compromis. Déjà difficile à réaliser sur la base d'un retour aux frontières de 1967, il est devenu aujourd'hui tout simplement impraticable sur le terrain. Comment imaginer que l'Etat israélien fera évacuer par la force tout ou simplement partie des colonies installées en Cisjordanie et dans la bande de Gaza? Dès lors, que pourrait être le fameux Etat palestinien qui naîtrait de ce compromis si ce n'est une série de ban-toustans dans lesquels se trouverait parquée la main d'œuvre palestinienne dont a besoin l'économie israélienne?... Mais, nous dira-t-on, quelle alternative

au compromis territorial si ce n'est la reprise de la guerre qui, dans l'état actuel du rapport de forces, ne peut que conduire le peuple palestinien au désastre; ou à l'embrassement général du Proche-Orient ? Il existe heureusement une autre alternative, qui implique cependant que l'on sorte de la logique de la séparation dans laquelle les 2 camps ennemis se sont placés jusqu'à présent: c'est celle de l'unification.

Que se crée sur la totalité de l'ancien territoire de la Palestine mandataire, née du démantèlement de l'empire ottoman, un seul et même Etat déconfessionnalisé dont seraient membres de droit tous les actuels Israéliens et tous les actuels Palestiniens. Que cet Etat confère à tous ses membres une pleine subjectivité juridique et une entière citoyenneté, qu'ils soient femmes ou hommes, juifs, chrétiens, musulmans ou d'une autre confession, ou qu'ils se déclarent agnostiques ou athées. Autrement dit, plutôt que de rechercher la solution du problème dans un impossible compromis territorial, que l'on unifie le territoire en laïcisant l'Etat... En limitant leur compromis au plan territorial, Israéliens et Palestiniens n'ont pas tout à fait rompu avec le logique de guerre. Il est temps désormais de reconnaître qu'il est nécessaire de faire un pas de plus dans la logique du compromis, en le portant du plan territorial au plan institutionnel, en sublimant l'affrontement guerrier en une confrontation démocratique qui permette en même temps aux 2 camps de s'arracher à leurs limites nationales et religieuses respectives".

Michel Warschawski, début 2001, faisait paraître son ouvrage "**Israël-Palestine, LE DEFI BINATIONAL**" (voir page "Rencontres et Lectures" du présent n° d'ACC). Devenu une des figures les plus connues de la gauche radicale israélienne, il milite pour la paix depuis 1968 et a fait 20 mois de prison pour soutien à des organisations Palestiniennes illégales. Son livre constitue l'un des plus beaux plaidoyers pour la paix et l'égalité des droits dans une perspective plurinationale:

"Il y a une contradiction entre une conception républicaine et jacobine de l'Etat-nation et de la définition ethno-religieuse de la citoyenneté: dès que l'on dit Etat juif, on se réfère à une identité spécifique, exclusive de toute autre, et on se condamne soit à une épuration-partition permanente... soit à une dérive communautaire. Seule une définition laïque, non ethno-religieuse, du collectif national permettra d'éviter la communautarisation d'un Etat... Le fossé qui s'agrandit entre juifs de culture occidentale et juifs de culture arabe et le poids grandissant des exclus de ces sous-ensembles – la minorité Palestinienne et les travailleurs étrangers devenant une donnée permanente de la réalité sociologique d'Israël – rendent caduque la ten-

tative d'imposer un système politique d'Etat-nation capable de prétendre à un minimum de démocratie. L'alternative qui se dessine est finalement assez simple: soit l'imposition d'une théocratie qui donnerait à l'Etat juif une identité claire et définie mais imposerait à la moitié de la population une ségrégation et une discrimination institutionnalisées... soit une démocratisation radicale d'Israël qui se conjuguerait avec la reconnaissance de son caractère multiculturel et multi-ethnique. Entre Etat Juif et Etat démocratique, l'heure des choix approche."

Ahmed Saadat, secrétaire général du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), incarcéré dans la prison palestinienne de Jéricho à la demande des Etats Unis et d'Israël auprès d'Arafat, a déclaré, le 9-9-02:

"Nous ne pensons pas que la solution de 2 Etats pour 2 peuples soit une solution viable. Même si nous parvenions à satisfaire cette revendication, le problème serait loin d'être réglé... Une solution réelle au conflit devrait répondre à 3 données fondamentales: la fin de l'occupation, le retour des réfugiés, et l'établissement d'un pouvoir réellement démocratique sur l'ensemble de la Palestine Historique... Bien sûr, c'est une réponse qui attaque de front l'impérialisme au niveau mondial, et bien entendu, les impérialistes ne l'accepteront jamais. Cela signifie que notre résistance va se poursuivre, qu'elle connaîtra des hauts et des bas; mais il est évident que pour parvenir à nos fins, nous aurons besoin de temps. Et de soutien."

Trois textes différents qui se rejoignent pourtant sur le fait qu'ils viennent tous d'une analyse fortement imprégnée par le marxisme. Et l'annonce d'un espoir.

Je n'ai pas la place ici pour parler des missions civiles, de leur utilité mais aussi de leurs carences. Peut-être plus tard. Mais malgré une mauvaise expérience lors de ma dernière, je crois qu'il faut les continuer, en améliorant leur fonctionnement, en les démocratisant et en perdant un certain relent d'esprit néo-colonialiste ancré à leur insu chez nombre de "missionnaires". Changeons ce mot et politisons nos actions. Les Palestiniens ont besoin de nos témoignages, de notre aide dans l'action, surtout en ce moment où la guerre contre l'Irak signifie pour eux "le transfert", l'exil.

Maité JEAN

"Ici, aux pentes des collines, face au crépuscule et au canon du temps,

Près des jardins aux ombres brisées,

Nous faisons ce que font les prisonniers,

Ce que font les chômeurs:

Nous cultivons l'espoir"

Mahmoud Darwich, grand poète palestinien, janv. 2002

Le texte qui suit prolonge la réflexion engagée dans le précédent numéro sur le démantèlement du régime des retraites que veut engager le gouvernement. Certaines analyses dépassent le seul cas de l'assurance vieillesse et intègrent les autres assurances sociales. Ce qui est dans l'ordre des choses politiques, puisque à travers les retraites, c'est toute la Sécurité sociale qui est en jeu.

Les éléments factuels du texte sont issus de différentes sources syndicales et politiques : CGT, CGT FO, Cercle Léon Trotsky, Copernic, ATTAC, Site Convergences révolutionnaires fraction Minoritaire de LO.

## Retraites : démasquer les impostures, déchiffrer les inégalités, rétablir les faits (2)

### Arnaques et carambouilles

Pour justifier l'alignement de la durée de cotisation du secteur public sur celui du privé, le gouvernement tente d'opposer entre eux les salariés. Diviser pour mieux régner, la plus ancienne des méthodes du pouvoir. Il prétend ainsi que les salariés du privé - qui triment pendant 40 ans - payent pour les "nantis" du public qui se la coulent douce pendant 37 années et demi. Odieux et honteux mensonge.

Il existe en effet des mécanismes complexes de compensation (et même surcompensation) entre les différentes caisses d'assurance vieillesse. C'est à dire que lorsqu'un régime de retraite est bénéficiaire, il verse une partie des fonds dont il dispose aux régimes déficitaires. Il n'est pas ici question de dénoncer de tels mécanismes; ils sont l'expression naturelle de la solidarité entre les différentes catégories de travailleurs. Mais simplement de rétablir quelques faits volontairement occultés. Les régimes traditionnellement déficitaires sont ceux des mineurs, des exploitants agricoles, des artisans et petits commerçants - autant de professions qui relativement nombreuses lors de la création des caisses d'assurance vieillesse ont connu une évolution démographique défavorable avec une baisse importante des actifs. Donc beaucoup de retraites à verser (directement ou sous forme de réversion au conjoint survivant) mais peu d'actifs pour cotiser. Aussi, lorsque l'on attaque les salariés du public sur ce terrain, il est indispensable de rappeler que ceux-ci ont, toutes administrations publiques confondues (Etat, collectivités territoriales, hôpitaux) des régimes qui ont largement contribué à renflouer les déficits des certaines caisses. Les régimes publics ont ainsi versé 20 milliards de francs de compensation aux autres régimes. Les fonctionnaires ne sont donc ni des privilégiés, ni des égoïstes; ce sont des travailleurs solidaires des autres travailleurs.

Il faut aussi dénoncer quelques unes des spoliations dont ont été victimes les travailleurs dans toutes les branches de la sécurité sociale, et ce, de la part de tous les gouvernements qui se sont succédés au cours des 30 dernières années. En effet, dans le cadre de la lutte contre le chômage, tous les gouvernements ont mis en place des systèmes d'exonération des charges sociales - soi disant pour fa-

voriser la création d'emploi. On a vu les résultats de ce traitement social du chômage ! Comme on a pu le constater, ce traitement dit social du chômage modifie l'ordre des places à l'intérieur de la file d'attente des chômeurs mais ne modifie en rien sa longueur. Et dans l'attente, autant de cotisations patronales dont a été privée la Sécu - et qui ont mis en difficulté sa trésorerie. En 2001 ces exonérations se sont élevées à 118 milliards de francs. Un cadeau annuel de 118 milliards au Capital, donc! Certes l'Etat compense à la Sécu ce manque à gagner - mais qui compense? C'est le contribuable. C'est à dire que ce que le Capital ne cotise plus, c'est le travailleur en tant que contribuable qui le paye. Et cette compensation n'est pas intégrale puisque en 2001, l'Etat a laissé à la Sécu une ardoise impayée de 15 milliards de francs.

Dans sa prétendue magnanimité, l'Etat a certes consenti à faire des avances de trésorerie à la Sécu; mais c'est en véritable usurier qu'il s'est comporté - prêtant à la Sécu à des taux supérieur à 1 point à ceux pratiqués sur le marché des capitaux. Si bien qu'aujourd'hui une partie des cotisations des salariés sert au règlement de frais purement financiers. Le trou de la Sécu n'est pas perdu pour tout le monde. L'endettement des orga-

nismes publics a toujours été et reste une aubaine pour leurs prêteurs qui se constituent ainsi, en toute tranquillité, de paisibles revenus rentiers. Les travailleurs remboursent, en cotisations sociales, 5 milliards d'intérêts à l'Etat chaque année (source Cercle Léon Trotsky).

Il faut rappeler enfin que les cotisations sont versées à l'URSSAF directement par les employeurs. Cette dernière estime à 1% la fraude - soit tout de même 20 milliards de francs par an. Mais l'absence de contrôle rend difficilement chiffrable la fraude réelle. Fraude pratiquée à d'autant plus grande échelle que l'entreprise est grande. L'entreprise la plus bénéficiaire de France, l'Oréal, a ainsi connu un redressement de 91 millions de francs de cotisations sociales. A quoi, il convient d'ajouter le travail au noir qui vole deux fois les salariés : une première fois en privant de cotisations correspondantes les caisses d'assurance des salariés affiliés; une seconde fois en privant le travailleur au noir des assurances sociales qu'il se constitue grâce à un emploi déclaré. Un travail sans assurance sociale collective, c'est d'ailleurs ce que prône ouvertement les gouvernements les plus libéraux. Berlusconi avait ainsi officiellement invité une partie des travailleurs italiens à travailler au noir, déclarant en décembre dernier aux ouvriers licenciés de Fiat que "ceux qui mettront de la bonne volonté et les plus chanceux trouveront un second emploi, peut être non officiel!".

Mais les filouteries dont sont victimes salariés et Sécu ne s'arrêtent pas là. Le plafonnement des cotisations sociales, c'est à dire le montant de salaire au-dessus duquel la Sécu ne perçoit plus de cotisation est doublement injuste. D'une part, il crée une discrimination inégalitaire puisque les travailleurs qui ont les moins bien payés cotisent sur l'intégralité de leurs revenus salariaux quand ceux qui sont les mieux payés ne cotisent que partiellement; d'autre part cette absence de cotisation prive la Sécu de revenus importants.

Quant à l'Etat-patron - c'est à dire l'Etat en tant qu'employeur -, il s'est lui-même exonéré de cotisations sociales sur les heures supplémentaires et certaines primes de ses agents. Un manque à gagner évalué à 100 milliards de francs pour la Sécu (source Cercle Léon Trotsky).





## La "lutte des âges" ?!

A travers les retraites, la question posée n'est pas celle du partage des richesses entre actifs et inactifs. Il faut récusier et dénoncer tous ceux qui voudraient faire croire que s'est substituée à la lutte des classes la lutte des âges. Approche et raisonnement typiques des imbéciles de la sociale-démocratie qui épousent sans s'en rendre compte la logique du Medef. Car c'est en ces termes que le cartel des patrons pose l'alternative : soit les actifs cotisent beaucoup, ont de bas salaires et les retraités de hautes pensions; soit les actifs cotisent peu, ont des salaires plus élevés et les retraités des retraites misérables. La création d'un conflit générationnel fictif - retraités contre actifs - constitue l'écran idéal pour éviter que soit posé le véritable problème, celui du partage des richesses entre le Capital et le Travail. Car il s'agit toujours pour le Capital de limiter sa contribution; de prendre à Paul pour donner à Pierre; et finalement reprendre à Pierre ce qu'il avait donné à Paul.

A travers les retraites, c'est la question générale de la répartition des richesses entre les classes sociales qui est en jeu - la pension de retraite, salaire socialisé et différé, n'étant qu'un élément de cette répartition.

D'un strict point de vue de la comptabilité nationale, la dégradation pécuniaire du rapport salarial s'est traduit par la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée en faveur du profit. Ce chiffre connu doit être répété et martelé pour faire contrepoids à la propagande du Medef : en 1982, 72,5% de la valeur ajoutée allait aux salaires et 25% aux profits; en 2002, le rapport avait évolué de près de 10 points en défaveur des salariés puisqu'il s'établissait ainsi : 64,7% aux salaires et 31,6 % aux profits - soit une perte de 60 milliards d'euros au détriment des salariés, et surtout, un retournement de tendance historique décisif. Ainsi, en 20 ans, si la répartition salaire-profit était restée identique à celle de 1982, c'est plus de 1000 milliards de francs supplémentaires qui auraient été versés dans les Caisses de retraite ! Pas de besoin de fonds de réserve ou de fond de solidarité vieillesse, pas besoin de privatiser les services publics - comme l'a fait Jospin - pour alimenter ces caisses en prévision du prétendu "séisme démographique" (dont nous avons montré dans le dernier numéro qu'il n'était qu'un alibi) : il suffit de rendre aux salariés ce qui leur est dû!

## Le progrès technique au service des travailleurs

A cela s'ajoute le fait que la productivité ne cesse d'augmenter. Et devrait continuer de le faire : de 1,6% à 1,8% par an jusqu'en 2040. Certes, l'augmentation de la productivité ne se fait pas que grâce

aux progrès techniques, elle se fait aussi par l'intensification de l'exploitation des travailleurs (cadences plus élevées, rythmes de travail plus intense, pressions plus forte, harcèlement managérial et autres pratiques néo-stakhanovistes de toute la canaille des managers, toute la racaille des RH, GRH et DRH). En tout état de cause, cette augmentation de la productivité s'est faite depuis 20 ans uniquement au bénéfice du patronat qui a augmenté ses marges bénéficiaires et licencié à tour de bras. Aussi, si les gains de productivité ne sont plus exclusivement accaparés par le Capital mais répartis entre Travail et Capital, les salaires augmenteront, et par conséquent les augmentations de cotisations pourront se faire tout en garantissant l'augmentation de pouvoir d'achat des travailleurs. Encore une fois, la question en jeu n'est pas économique, elle est politique : le progrès technique est-il au service du travail et des travailleurs ou au service du Capital?



A l'horizon 2040, en revenant aux 37 ans et demi pour tous et en maintenant le niveau de retraites actuels, il faudrait consacrer entre 16% et 18% du PIB à leur financement. Contre 12,6% en 2000, mais 4,4% en 1960. Soit à peu près la même augmentation sur les 40 prochaines années que sur les 40 dernières. Il n'y a donc aucune raison de liquider dans l'affolement l'ensemble du système d'assurance vieillesse !... En réalité, les possédants ont fabriqué un prétexte, d'une part pour maintenir et accroître les profits du Capital, d'autre part pour démolir l'organisation de la Sécurité sociale et le principe social de son financement - la répartition - principe contraire à la logique d'accumulation de l'économie capitaliste. Mais ce modèle singulier de gestion des revenus, qui brise la logique du capitalisme, la bourgeoisie française avait été sommée de l'accepter en 1944 en raison de son ignominieuse collaboration avec l'occupant nazi durant la guerre.

## Contribution sociale non généralisée

La mise en place par Rocard de la CSG en 1991 avait failli lui coûter son poste de premier ministre puisque c'est à une poignée de voix près qu'il conserva sa majorité parlementaire. Même les communistes d'alors, sur ce coup là, votèrent la censure. Il est vrai que cette mesure était digne du pire de ce dont sont capables les sociaux-démocrates lorsqu'ils sont au pouvoir, faisant passer pour un effort juste et une contribution équitable une charge qui dans les faits ne peut que reposer essentiellement sur le Travail. D'une part la CSG brise le principe du financement de la Sécu par la cotisation en lui substituant la logique de l'impôt et le mécanisme de la fiscalisation des recettes. Ce qui fait de la CSG une véritable machine de guerre contre le salaire, en particulier le SMIC, puisque ces salariés coûtent de moins en moins chers aux employeurs et leurs revenus s'apparentent de moins en moins à des salaires et de plus en plus à des allocations. Ce ne sont donc plus des salariés, ce sont des allocataires au travail cantonnés juste au dessus du seuil de pauvreté.

En outre, cette contribution n'est absolument pas généralisée. Elle est généralisée à l'ensemble des revenus des salariés : leurs salaires, leurs allocations y compris les allocations chômage, leur épargne, leurs éventuelles primes (la moindre prime de naissance, la moindre prime pour garde d'enfants, la moindre prime de mariage est soumise à contribution). Elle exonère en revanche une grande partie des revenus du Capital puisque elle n'affecte ni les placements financiers des entreprises, ni leurs profits intégrés dans l'impôt sur les sociétés. Un chiffre suffit à comprendre le sens idéologique de la notion d'équité et ses effets pratiques : plus de 3/4 du produit de la CSG provient des salariés et moins d'un quart des revenus financiers.

Et les gouvernements n'allaient pas s'arrêter en si bon chemin puisqu'ils nous gratifièrent ensuite d'une CRDS (Contribution au remboursement d'une dette qui n'est pas plus sociale que la CSG n'est généralisée!!!).

En 10 ans, la CSG est donc devenu le premier impôt direct en France. Il rapporte plus que l'impôt sur le revenu : 377 milliards de francs en 2000. Or, comme elle n'est pas progressive, la CSG pèse nécessairement plus lourd sur ceux qui gagnent moins! En conformité avec la version sociale-démocrate de l'équité.

L'autre solution au financement de la Sécu et des retraites, ce serait de faire contribuer le Capital. Mais pour cela il faudrait un gouvernement qui ne se batte pas seulement - comme les dirigeants de la gauche plurielle nous l'ont rabâché contre les inégalités<sup>2</sup>. Mais un gouvernement qui se batte pour l'égalité! Pour cela

il faudrait un gouvernement socialiste - pas au sens politicien d'avoir sa carte au PS - mais au sens politique du socialisme: socialiser les richesses.

## Une Sécu par et pour les travailleurs

La sauvegarde et l'amélioration du système de retraites passe aussi par la forme de l'organisation collective de la protection sociale.

Il faut bien sûr dénoncer et combattre le processus qui conduit les organismes de la protection sociale à être dépossédés de leur pouvoir de décision sur les montants de leurs dépenses et de leurs ressources, à être dépossédés de leurs sources mêmes de revenus puisqu'une part grandissante de ceux ci provient désormais de la collecte fiscale et non des cotisations sociales. Mais il faut aller plus loin.

La Sécurité Sociale - toutes caisses confondues - est aujourd'hui l'une des administrations les plus complexes et bureaucratiques du pays. C'est le résultat d'une connivence d'intérêts des patrons qui tentent d'y acheter à moindre frais la paix sociale, des apparatchiks syndicaux qui y confortent des positions prébendaires et de l'appareil d'Etat qui s'y fortifie.

Dès lors, les travailleurs se retrouvent face à une administration qui fait en quelque sorte écran entre eux et leur propre protection sociale. Dès lors, le monde du travail est dépossédé sinon expulsé d'un édifice, la Sécurité sociale, qu'il a pourtant lui-même édifié. Or pour qu'ils puissent se l'approprier et la défendre, la Sécurité Sociale des Travailleurs doit être vraiment l'œuvre des travailleurs eux mêmes. Sans quoi elle leur devient extérieure et étrangère; sans quoi la Sécu risque de ne plus apparaître que comme une charge (les cotisations) et une bureaucratie (l'administration qui gère les prestations)! Il sera ensuite facile au Capital de s'engouffrer, comme il commence d'ailleurs à le faire, dans la brèche créée par une telle dépossession, d'exiger la privatisation des prestations et de faire croire que les mécanismes d'une gestion privée seraient plus économes et assureraient une meilleure couverture sociale. Affirmations totalement fausses - en théorie et en pratique. Même actuellement les frais de charge de la Sécu (6%) sont bien moins lourds que ceux des assurances privées (maladie ou retraite). Car dans une logique d'assurance capitaliste, outre les prestations et les salariés de l'assurance, le système doit aussi rémunérer le Capital. Il faut bien payer les actionnaires de ces assurances sociales privées, les AXA, UAP et Llyod's. Les Bébéar, les Kessler and co.

Ni étatisation, ni privatisation, mais socialisation de la Sécu! Ce n'est pas à la bourgeoisie parlementaire, ce n'est pas aux énarques bureaucrates et technocrates, ce n'est pas à la bourgeoisie patronale, ni aux apparatchiks syndicaux de décider. C'est aux travailleurs eux mêmes d'imaginer et d'imposer une gestion réellement démocratique de la protection sociale.

## Renverser le rapport de force Capital-Travail

Le mouvement social qui s'organise doit aussi, en s'appuyant sur la lutte en faveur d'un haut niveau de retraites et de la défense du système par répartition - c'est à dire d'un système d'une distribution socialisée des pensions - approfondir et élargir son action. Le combat, c'est contre les résultats de 20 années de dégradation du rapport salarial qu'il doit le mener; c'est en faveur de toutes les catégories de travailleurs - chômeurs, actifs, retraités - qu'il doit le conduire. Car l'offensive contre les retraités n'est que la dernière en date des offensives du Capital contre le monde du travail. Après les travailleurs actifs (licenciements, précarisation, baisse du pouvoir d'achat...), les travailleurs au chômage (suppressions des garanties sociales en particulier salariales, contrôles coercitifs, mise au travail forcé...), ce sont désormais les travailleurs à la retraite qui sont visés : réductions des montants des pensions, allongement de l'obligation de travailler, atteinte au droit même d'être à la retraite...Le combat contre la démolition du

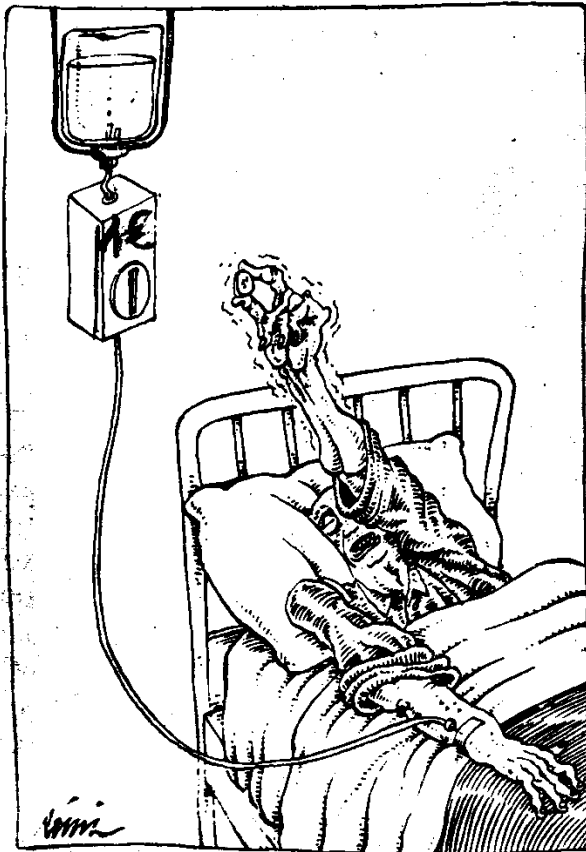
droit à la retraite et des garanties collectives qui lui sont liées doit être engagé sur le terrain où se joue la lutte effective, c'est à dire le rapport de forces entre le Capital et le Travail. C'est à cette seule condition que le mouvement social parviendra à dépasser le caractère défensif qui avait marqué Décembre 95 dont l'enjeu, déjà, était la contribution du Capital à la protection sociale des travailleurs.

Il s'agit donc de renouer avec les luttes offensives des XIXème et XXème siècles lorsque, résolument opposé à l'idéologie comptable et gestionnaire pour qui cela coûte toujours trop cher, le monde du travail exigeait de manière intransigeante l'amélioration de la protection sociale. Laissons les comptables du Medef enterrez les co-gestionnaires de la CFDT!

La Sécurité Sociale pour laquelle, il faut se battre, ce n'est pas la Sécu du Capital, gérée par le Capital, en fonction des intérêts du Capital; c'est la Sécu des Travailleurs, gérée par les Travailleurs et pour les Travailleurs. Tel doit être notre mot d'ordre dans le combat qui s'engage.

*1 Certaines luttes de ces dernières années ont pu sembler être menées - et pour certaines d'entre elles ont été effectivement menées - contre le progrès technique, renouant avec les pratiques révolutionnaires du luddisme; mais c'est notamment parce que l'innovation technique n'apparaît plus aux travailleurs que comme un instrument au service exclusif du Capital et que comme un moyen supplémentaire d'aliénation et de renforcement de leur exploitation; et non comme ce que l'innovation technique peut être aussi lorsqu'elle est maîtrisée socialement: un moyen d'émancipation.*

*2 Le programme de "lutte contre les inégalités" est un programme mensonger, autant que stupide. Mensonger puisque dans les faits, durant les 5 années de jospinat, les principales inégalités ont continué le mouvement entamé depuis 1981: se creuser (inégalités de revenu, inégalités devant la santé, devant l'école...). Mais il est surtout stupide. Stupide car la pertinence d'une telle formule se mesure à ce qui serait le programme opposé: la lutte pour les inégalités. Or, il va de soi, qu'aucun gouvernement, à part peut être celui du stupidissime Madelin, ne déclarera jamais gouverner pour accroître les inégalités. Pas même Raffarin. Aussi, se déclarer contre les inégalités n'engage pas plus que de se déclarer contre l'injustice dans le monde, contre la violence sur Terre ou contre la méchanceté des hommes. En revanche, c'est affirmer le projet politique de l'égalité entre les hommes qui seul peut et doit être considéré comme socialiste. Les révolutionnaires n'ont pas honte de leur combat, ils l'affirment ouvertement. Ils ne luttent pas contre les inégalités, ils luttent pour l'égalité politique et sociale. Tout le reste, les circonlocutions, les euphémismes, les faux-semblants - pour l'équité, contre les inégalités - c'est de la*



# Crispations staliniennes à la CFDT

Lundi 21 février 2003, la commission exécutive du Syndicat CFDT Santé Sociaux 68 décide, à l'unanimité des présents, de retirer à Annette Walter le mandat de déléguée syndicale qu'elle exerçait depuis 1983 auprès du même employeur, l'Association d'Aide aux Personnes âgées du Haut-Rhin. Derrière le plus sordide des prétextes - retard dans le paiement de sa cotisation<sup>(1)</sup> - l'Exécutif du syndicat sanctionne le travail militant d'une syndicaliste marquée par son indépendance d'action. C'est la défense des intérêts individuels et collectifs concrets de ses collègues qui la préoccupe, non l'obéissance docile à d'obscures considérations institutionnelles ou à une quelconque ligne confédérale. C'est d'ailleurs bien ce qui motive son exclusion et qui lui est explicitement reproché par la secrétaire générale, dans des termes et selon des méthodes caractéristiques des organisations staliniennes :

*"A la CFDT, nous pratiquons le débat en interne mais non la démolition en externe (...) Une déléguée syndicale CFDT se doit de défendre et diffuser les positions de l'organisation (...) Le Syndicat te retire le mandat de déléguée syndicale à dater de ce jour et nommera un nouveau délégué syndical lorsque fonctionnera une section syndicale digne de ce nom. Nous ne te permettons plus de t'exprimer au nom de la CFDT."*

## Une CFDT plus patronale que les patrons

*"Le débat en interne"*! Quel débat en interne? Annette s'est vue retirer son mandat et a été exclue de fait de la CFDT sans autre forme de procès. Par simple courrier de notification. Sans avoir été prévenue de ce qui se tramait, sans avoir pu défendre son point de vue. Bel exemple de démocratie interne pour une confédération qui se prétend démocratique du travail!!! Un patron qui licencie est obligé de prendre beaucoup plus d'égarés...

*"Une déléguée syndicale se doit de diffuser les positions de l'organisation"*! Quelles positions? Celles diverses et (parfois) contradictoires qui s'expriment à la base, ou celles monolithiques et dogmatiques définies au sommet? Et, là, comme aux belles années du stalinisme, qu'ils soient d'accord ou non - et surtout s'ils ne sont pas d'accord - les cadres de l'organisation doivent défendre vis à vis de l'extérieur la ligne qui a été définie par le Chêrêqueburo. Car à la CFDT il ne doit y avoir qu'une seule voix, une seule ligne, une seule tête qui pense, celle de la direction.

Cela va de pair avec le dénigrement

et le mépris pour la base :

*"Une section syndicale digne de ce nom"*! Digne de ce nom? Mais, en 20 ans, depuis 1983 date à laquelle d'autres militants d'une autre CFDT étaient venus la chercher, Annette a effectué un travail de terrain incomparable, reconnue par ses collègues. Un travail de base qui n'est pas près d'être repris par d'autres militantes. Mais la CFDT préfère désormais la paix de cimetières syndicaux bien remplis plutôt qu'une activité contestatrice. C'est bien dans l'esprit d'une organisation bien en accord avec le système capitaliste qu'elle défend: celle de faire du chiffre. Des adhérents oui, mais passifs, dociles, fantoches, des adhérents dont certains sont ouvertement de droite et d'autres un peu moins ouvertement... d'extrême-droite. Tous unis dans une même soumission à la direction. Des adhérents donc, mais surtout pas des militants !

## Censure et exclusion

Qu'est-ce qui, en réalité, a déclenché la sanction? Avec une poignée d'autres camarades, Annette a diffusé à Mulhouse, lors de la manifestation sur les retraites le 1<sup>er</sup> février dernier, un document édité par ACC qui reprenait, entre autres, en les citant comme tels, les éléments d'un tract de l'UD CFDT de Savoie qui avançait des revendications correctes sur les retraites en posant clairement le problème de la répartition des richesses dans notre société (Une retraite à taux plein après 37,5 ans de cotisation maximum pour tous, retour sur le calcul des 10 meilleures années dans le privé, indexation des pensions sur les salaires, relèvement des basses pensions, augmentation des salaires, nécessité du plein emploi, prise en compte de la pénibilité des travaux, intégration de certaines périodes aujourd'hui exclues du décompte de la durée, etc.). Bref, un tract si clair et si bien construit qu'il a choqué quelques apparatchiks CFDT. Si Annette a été sanctionnée, les auteurs du tract initial (des responsables de l'UD CFDT Savoie) ont été mis en demeure par l'appareil de ne pas le diffuser le 1<sup>er</sup> février. Il est vrai que les positions qui y étaient défendues n'étaient pas celles de la centrale confédérale, qui concède tout, par avance, au patronat et au gouvernement: allongement de la durée de cotisation, augmentation des cotisations, baisse du niveau des pensions. On le sait depuis malheureusement bien trop longtemps: la CFDT, c'est l'autre nom du MEDEF, c'est le faux nez des patrons, c'est la voix de son baron !

## Refuser de se soumettre

La sanction qui frappe Annette est un nouvel exemple des pratiques d'épuration internes de la CFDT contre ses membres les plus actifs; ces maudits "moutons noirs" et ces maudites brebis enragées qui ont fait la CFDT des années 70 et 80 et qui lui ont donné son visage combatif, qui ont animé son esprit subversif, qui y ont fait l'expérience de pratiques autogestionnaires. L'appareil a très rapidement engagé une répression interne, en imposant simultanément ses compromissions gestionnaires. Mais l'esprit autogestionnaire ne disparaît pas facilement et c'est contre une telle dérive que résistait Annette au sein de sa section - comme quelques autres encore à la CFDT. C'est pour cela qu'elle a été exclue. Pourquoi maintenant? Car à l'heure où s'organise la mobilisation des salariés pour défendre leurs conquêtes sociales et exiger un renversement du rapport entre le Capital et le Travail, la direction de la Confédération doit contrôler ses troupes avant de les emmener, comme le patronat l'attend d'elle, à l'abattoir. Ainsi qu'ACC l'avait écrit à propos du PARE en 2000, *"il faut toujours une main dévouée pour signer, jusque dans leurs clauses les plus infâmes, les diktats et traités de capitulation. C'est cette main que se propose systématiquement d'offrir au patronat la CFDT"*

Il est toujours possible aux syndicalistes exclus de rejoindre l'une ou l'autre organisation syndicale provisoirement plus combative (CGT, FO...) ou, sur le terrain, créer la section d'une organisation nouvelle (SUD par exemple, même si dans un premier temps cela peut poser quelques problèmes concrets de reconnaissance de représentativité). Mais cela ne doit pas conduire à éviter d'affronter les problèmes qui se posent à une action syndicale revendicative: le parasitage nuisible des appareils qui se félicitent de cogérer avec les directions patronales et administratives la domination capitaliste; et les difficultés à défendre durablement, dans un climat social marqué par l'opportunisme de quelques uns et le fatalisme de beaucoup d'autres, des positions revendicatives fortes !

A la CFDT ou ailleurs, Annette continuera à lutter pour la défense de ses camarades et refusera de se soumettre à quelque direction que ce soit: patronale, politique ou syndicale.

*1 Annette n'avait pas été informée par son syndicat de ce retard. Et quand elle a proposé de payer, son chèque a été refusé, bien sûr...*

Dans le cadre de nos échanges avec la revue "**Alternative Libertaire**", nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article paru dans le n°116 (mars 2003) de ce mensuel. Cet article, réalisé par des militants communistes libertaires de la CGT, apporte des indications intéressantes sur certaines évolutions inquiétantes de cette centrale syndicale. Des évolutions que nous avons brièvement évoquées dans les numéros précédents d'ACC.

Le mensuel "**Alternative Libertaire**" (Site : [www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org) Abonnement : 23 euros pour 11 numéros. Chèque à l'ordre d'"Alternative Libertaire" BP 177 75967 PARIS cedex 20) est aussi disponible dans les maisons de la presse des villes grandes et moyennes, ainsi que dans les gares parisiennes.

## La CGT explore les voies du recentrage

Si la CGT maintient sa posture combative, sa direction confédérale, par petites touches, s'installe de plus en plus dans la duplicité. On pourrait ainsi résumer ce qui se joue depuis l'accession de Bernard Thibault à la direction de la confédération CGT. Son équipe doit tenir compte d'une culture du conflit ancrée dans la base militante, mais ses orientations stratégiques donnent de moins en moins de perspectives aux salarié(e)s. Le 47<sup>e</sup> congrès est l'occasion d'une critique constructive de ses orientations ("nouveau statut du travail salarié", retraites...), même si les batailles se mèneront sans doute davantage sur des points de fonctionnement interne (réforme des cotisations) ayant des conséquences politiques.

### Que penser du "nouveau statut du travail salarié" ?

Le "nouveau statut du travail salarié" est devenu un thème central dans la CGT, avant même de devenir, comme le proposent les textes du 47<sup>e</sup> congrès, "l'épine dorsale" de l'action du syndicat dans le champ des salaires, de la formation, de l'emploi, de la santé, de la retraite. L'objectif, à long terme, est que *"tout salarié bénéficie, quelles que soient les circonstances, d'un ensemble de droits individuels, garantis au plan interprofessionnel, opposables à tout employeur et transférables d'une entreprise à une autre: droit à l'intégration dans un emploi, droit à la formation continue, droit à une carrière professionnelle, droit au maintien d'un contrat de travail en cas de suppression d'emploi, continuité des droits pour le calcul de la retraite, droit à l'expression syndicale"*. Cet ensemble cohérent de droits nouveaux donnerait naissance à une *"sécurité sociale professionnelle"*, application concrète du droit au travail inscrit dans la constitution de 1946, mais effectif uniquement dans le statut de fonctionnaire. Par ailleurs le financement de cette sécurité sociale professionnelle ne dépendrait pas de la fiscalité et des finances publiques, mais bel et bien de la cotisation sociale, prélevée directement sur la richesse créée. Puisque la logique est saine, et que l'objectif est constructif, on ne peut pas être "en soi" opposé à un tel axe revendicatif (...). Si l'on peut émettre des réserves sur cette nouveauté, c'est moins du fait de son contenu, que des risques qu'elle fait

peser si une mauvaise utilisation en est faite.

Cette nouvelle revendication, en effet, prend acte d'une défaite du mouvement ouvrier face aux licenciements. Elle intègre en quelque sorte l'idée que "le CDI à vie, c'est fini" et que la "nomadisation" des salarié(e)s va aller croissant. Le nouveau "statut du travail salarié" est donc la réponse apportée par la CGT aux licenciements, au chômage et à la précarité. Le problème est qu'on dispose alors du volet offensif (en terme de projet), d'une réponse aux licenciements, mais sans volet défensif (interdiction des licenciements ? droit de veto des travailleurs ?). Or dans l'urgence, c'est en premier lieu sur le volet défensif que les travailleurs se mobilisent, pas sur le projet qui y est articulé. (...) S'il ne s'appuie pas sur des revendications immédiates, un tel "axe revendicatif" risque de désarmer les travailleuses et les travailleurs.

### Tâtonnements autour de la défense des retraites

Une même logique revendicative menace sur le dossier des retraites. (...) Constatant qu'en entrant plus tard sur le marché du travail, avec de plus en plus de périodes de chômage, il sera bientôt quasi impossible pour un(e) salarié(e) de liquider une retraite à taux plein, que ce soit à 40 annuités ou à 37,5, la CGT exige que le calcul des droits à la retraite intègre également les périodes de chômage et démarre à 18 ans. Et raille FO arc-boutée sur le mot d'ordre des 37,5 annuités, mais discrète sur le montant des retraites à l'arrivée.

Très bien, mais il se glisse quelque chose de très inquiétant dans les textes de congrès: la notion de défense des 37,5 annuités a du coup disparu ! Encore une fois, c'est comme si la CGT se privait du "volet défensif" ou, du moins, d'une revendication qui est un repère essentiel pour les militant(e)s. Bon nombre d'entre eux/elles s'inquiètent de cet escamotage jugé démobilisant et, en tout cas, déstabilisant.

On touche là au nœud du problème de cette "méthode revendicative", que ce soit pour les retraites ou pour le nouveau statut du travail salarié: pour refonder l'assurance chômage et l'assurance vieillesse à l'avantage des travailleurs, il faut un rapport de force considérable, si-

miltaire à celui qu'avait le mouvement ouvrier à la Libération, quand fut mis en place l'ensemble du système de sécurité sociale. Dans les situations d'urgence actuelles, les salariés ont besoin de revendications fédératrices et mobilisatrices, et pas uniquement de "projets", à moins que le "syndicalisme de propositions" ne se mue définitivement en "syndicalisme d'expertise" décalé des dynamiques de mobilisation. (...) Cela ne se fera pas sans mal. Il existe des esprits vigilants à la base, qui voient d'un mauvais œil ces "tâtonnements" en termes d'orientation.

### Réforme des cotisations

(...) Ce qui fait le plus débat à l'approche du congrès, c'est la réforme des cotisations qui (...) prévoyait que si les syndicats de base conservaient la maîtrise de leur trésorerie, les niveaux intermédiaires, qui pèsent un poids politique dans la CGT, devenaient d'une répartition de fait sous contrôle confédéral. En cas de conflit, la direction aurait pu "assécher" les UD ou les fédés contestataires. Devant les protestations, le projet a été remodelé, (...) mais continue néanmoins de susciter des oppositions, n'écartant pas le risque d'un recul de la vie syndicale de proximité.

### Et maintenant ?

Les tâtonnements, les hésitations sur la démarche revendicative ne sont pas pour rassurer. Cependant elle ne sont menaçantes que parce qu'il n'existe pas vraiment d'expression critique au sein de la CGT, qui obligerait la direction confédérale à se positionner plus clairement sur bien des points, et dénoncerait les magouilles bureaucratiques qui ont cet été saboté la mobilisation des cheminot(e)s ou des électriciens-gazier(e)s. La CGT ne fonctionne pas encore comme la CFDT, à la hussarde et dans le mépris total des militant(e)s de base. La façon dont la direction de la fédération Mines-Energie a dû s'incliner devant les protestations de la base sur le dossier des retraites à EDF-GDF, montre que l'opposition n'est pas vaine. C'est d'une absence de ligne directrice, davantage que d'une ligne réformiste acharnée, que souffre la CGT. Dans ce contexte, les syndicalistes libertaires ont non seulement la possibilité, mais surtout le devoir, de se faire entendre.

# Rencontres et lectures à contre courant

## Ni patrie, ni frontières

Une nouvelle revue vient de paraître. Il s'agit d'un bulletin trimestriel de traductions et de débats qui porte le titre "**Ni patrie, ni frontières**". De la déclaration d'intention nous extrayons ces quelques passages : "A l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classes. Malgré internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a en fait que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer ce bulletin. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale". Et encore "dans tous les cas on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des "victoires" minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe - à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho..." En conclusion "ce minuscule bulletin essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées... il présentera des positions différentes, voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes anciens ou récents peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde..."

Voilà un programme qui ne manque pas d'ambition. Bonne chance à leurs initiateurs. Deux numéros sont déjà parus: N° 1 (sept. 02), sur l'URSS. N° 2 (Nov. 02) sur le thème: Famille, mariage et morale sexuelle. Chaque numéro aborde également des points d'actualité. Egalement disponibles des brochures rassemblant des textes publiés dans la revue. Ainsi: 1) Emma Goldman et la révolution russe (4 euros) 2) Voltairine de Cleyre, militante et théoricienne anarchiste-féministe (4 euros) 3) débat sur la révolution russe (4 euros).

Abonnement à la revue "**Ni patrie, ni frontières**" : 45 euros pour 6 numéros. Un seul exemplaire : 7,5 euros. Chèque à l'ordre de Yves Coleman, 10 rue Jean Dolent 75014 PARIS. Courriel : [yvescdeman@wanadoo.fr](mailto:yvescdeman@wanadoo.fr) Il est possible aussi de collaborer au bulletin. Contact à la même adresse.

## 50 questions, 50 réponses

"**50 Questions - 50 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale**" De Damien Millet et Eric Toussaint, Ed. CADTM - Syllepse, novembre 2002. 262 pages, 14 euros.

Cet ouvrage explique d'une manière simple et précise comment et pourquoi on en est arrivé à l'impasse de la dette, détaille les rôles des différents acteurs, l'engrenage dans lequel sont pris les pays endettés, les scénarios possibles pour sortir de l'impasse, les alternatives à l'endettement et pourquoi il faut se battre pour l'annulation de la dette extérieure publique des pays en développement.

## Palestine - Israël: Révolte et espoir

En complément du texte paru pages 6 et 7 de ce numéro, précisons que Michel Warschawski, Israélien pour la paix et l'égalité des droits depuis 1968, est auteur de plusieurs ouvrages: "**Israël - Palestine, le défi binational**", Ed. la dis-

corde, textuel, février 2001. 145 pages, 16,77 euros. "**SUR LA FRONTIERE**", Ed. Stock, un ordre d'idées, mars 2002. 300 pages, 20 euros. "**à contre chour**", avec Michèle Sibony, Ed. le discorde, textuel, février 2003. 240 pages, 24 euros. "**Le syndrome de Massada**", Ed. La Fabrique, mi-mars 2003. 100 pages. "**A tombeau ouvert - la crise de la société israélienne**", Ed. La Fabrique, mi-mars 2003. 128 pages, 13 euros.

## Les Temps Maudits

Au sommaire du n° 15, daté janvier-février, après l'édito centré sur le pouvoir de la réaction érigeant la répression anti-pauvres comme mode de gouvernement, un texte sur le féminisme : "**Femmes, population et développement**" d'une auteure espagnole, militante de l'association "**Assemblea feminista de Madrid**". En second lieu suit un texte sur les maladies professionnelles dues au travail du bois. Les deux articles présentés en troisième et quatrième places traitent l'un, des conditions de travail chez Mac Do, l'autre d'un collectif de solidarité constitué lors des luttes et mouvements de grève à Mac Do, la FNAC, Virgin, Arcade\_, l'automne dernier. Les observations de terrain et les analyses qui en découlent fournissent de précieuses indications sur l'exploitation maximale du personnel érigée en règle de gestion dans ces multinationales et sur les luttes qui peuvent s'y dérouler.

Autre point abordé: les media. Là, on assiste à une attaque en règle contre le "**Monde Diplomatique**" accusé d'être le "**champion de l'anti-impérialisme sélectif**" : pourquoi pourfendre l'impérialisme américain et se taire sur le néo-colonialisme français ?

L'international ne fait pas défaut, faisant suite d'une certaine façon à ce qui précède. Deux textes y sont consacrés: l'un intitulé "**De Moscou à la Tchétchénie**", l'autre "**Deux drôles d'Américains**" dont le point fort est la dérision.

Dans la rubrique Idées, un long texte de L. Janover sur Maximilien Rubel "**proche de la tradition du communisme des conseils**" de l'ouvrage duquel Les Temps Maudits tentent de faire un bilan et de s'interroger sur ce qu'elle peut encore apporter, aujourd'hui que le "**faux socialisme**" s'est effondré.

Pour conclure, en Archives, on pourra prendre connaissance - ou retrouver - les compte-rendu et les résolutions de Congrès International fédéraliste de Saint-Imier (15-16 sept. 1872), ainsi que les habituelles pages consacrées aux livres, revues, courriers.

Le numéro: 5,5 euros. Abonnement : 30 euros pour 6 numéros. Chèque à l'ordre de la CNT. **Les Temps Maudits** BP 203 33021 BORDEAUX cedex.

## Citoyennes militairement incorrectes

Le dessin qui illustre la page 3 du présent numéro nous a gracieusement été fourni par FLOH. Rappelons qu'elle est aussi co-auteure avec Andrée Michel de "**Citoyennes militairement incorrectes**" paru aux éditions L'Harmattan, (collection Femmes et Changements septembre. 1999. 160 pages, 13,75 euros. Peut être commandé chez tout libraire. Si commande directe chez L'Harmattan 7 rue de l'Ecole Polytechnique 75005 PARIS ([harmat@worldnet.fr](mailto:harmat@worldnet.fr)), ajouter 2,35 euros de plus pour frais de port). Les auteures se situent dans la ligne des théories féministes sur la guerre: déglorification de la guerre et du guerrier, dénonciation de toutes les violences porteuses de barbarie, plaidoyer en faveur de la négociation et de la justice. Dessins de FLOH.

# BULLETIN D'ABONNEMENT

\* \* \*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros
- de SOUTIEN . . . . . Euros
- Faibles ressources (selon possibilités) . . . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CPPAP N°70783

Dispensé de timbrage

Mulhouse-

**A CONTRE COURANT**  
(service abonnements)  
BP 2123  
68060 MULHOUSE cedex



**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

Déposé le 27/03/2003

## Villepin en tournée africaine

À L'ONU TU VOTES  
POUR MOI ET SARKO'  
OUBLIE OU SE TROUVE  
L'ANGOLA...



## SEB orrhée

## Pourquoi Chirac est contre la guerre

BEN... LE CHARLES  
DE GAULLE... NOS  
AVIONS QUI SE  
PERCOTENT...



### COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J. FORTCHANTRE / B. SCHAEFFER  
SEB / A. ET D. WALTER

## Sommaire

- Page 1 ..... Edito
- Page 2 à 5 ..... De l'or noir aux idées noires
- Page 6 et 7 ..... Révolte et espoir
- Page 8 à 10 ..... Retraites: démasquer les impostures (2)
- Page 11 ..... Crispations staliniennes à la CFTD
- Page 12 ..... La CGT explore les voies du recentrage
- Page 13 ..... Rencontres et Lectures
- Page 14 ..... Seborrhée

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)  
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>  
Courriel : [courrier@contrecourant.org](mailto:courrier@contrecourant.org)

Directeur de publication : JEAN FORTCHANTRE  
1 rue Victor Hugo 52100 BETTANCOURT-LA-FERREE